

**Assemblée générale**

Distr. générale
5 juillet 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 46 de l'ordre du jour

Question des Îles Falkland (Malvinas)

**Lettre datée du 1^{er} juillet 2022, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 10 juin 2022 que vous a adressée la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour.

(Signé) Barbara **Woodward**



**Annexe à la lettre datée du 1^{er} juillet 2022 adressée
au Secrétaire général par la Représentante permanente
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Royaume-Uni ne nourrit aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, et sur les espaces maritimes qui les entourent. La souveraineté britannique sur ces îles remonte à 1765, soit quelques années avant la naissance de la République argentine.

Le Royaume-Uni reste déterminé à défendre le droit des habitantes et habitants des Îles Falkland de décider de leur propre avenir politique, social et économique. Il entretient avec les Îles Falkland, comme avec tous ses territoires d'outre-mer, une relation moderne, fondée sur le partenariat, sur des valeurs communes et sur le droit du peuple de chaque territoire de décider de son avenir. Il attache une grande importance au principe de l'autodétermination et au droit à l'autodétermination, énoncés au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies et à l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La République argentine fait régulièrement référence aux déclarations des pays de la région faites en soutien diplomatique à la tenue de négociations de souveraineté, ainsi qu'aux résolutions des organes des Nations Unies. Pourtant, aucune de ces déclarations ou résolutions ne modifie ou ne dilue l'obligation incombant aux États de respecter le principe juridiquement contraignant de l'autodétermination. Ainsi, il ne peut y avoir de dialogue sur la souveraineté des Îles Falkland que si les Falklandaises et Falklandais le souhaitent. Le référendum de 2013, lors duquel 99,8 % des votantes et votants ont exprimé le souhait de voir les îles conserver leur statut de territoire du Royaume-Uni, a clairement montré que la population ne voulait pas d'un débat sur la souveraineté. Il s'est déroulé en présence d'observateurs de sept pays, qui ont noté que « le processus de référendum [avait été] libre et régulier, et qu'il [reflétait] la volonté démocratique des votantes et votants des Îles Falkland ».

La position du Royaume-Uni concernant sa souveraineté sur les Îles Falkland est claire, tant sur le plan historique que sur le plan juridique. Aucune population civile n'a été expulsée des Îles Falkland le 3 janvier 1833. Un régiment militaire argentin y avait été envoyé trois mois plus tôt en vue d'imposer la souveraineté argentine sur un territoire de souveraineté britannique. Le Royaume-Uni a immédiatement protesté, puis il a expulsé le régiment militaire argentin le 3 janvier 1833. La population civile, qui avait auparavant demandé aux autorités britanniques la permission de rester sur les Îles, a été encouragée à le faire. La majorité a volontairement choisi de rester. Les frontières territoriales argentines de 1833 n'englobaient pas la moitié méridionale de sa configuration actuelle ni aucun territoire des Îles Falkland, de l'Antarctique ou des Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud. Les terres qui forment aujourd'hui la province argentine de la Terre de Feu, dont la République argentine prétend que les Îles Falkland font partie, ne sont devenues argentines qu'environ un demi-siècle après 1833, or deux générations s'étaient déjà succédé sur les Îles Falkland depuis lors.

L'Argentine mentionne des « politiques migratoires restrictives » instaurées par les Îles Falkland. C'est totalement faux. Toute personne qui remplit les critères fixés peut demander le statut de résident des Îles Falkland. D'après les résultats du recensement de 2012, si la majorité des personnes ayant le statut de résident des Îles Falkland sont des citoyennes et citoyens britanniques, 11 % sont originaires de 58 autres pays, dont 18 ressortissants argentins.

Les autorités des Îles Falkland assurent elles-mêmes l'administration des Îles. À ce titre, le Gouvernement des Îles Falkland décide de la politique d'immigration des Îles. Les citoyennes et citoyens argentins n'ont pas besoin de visa pour se rendre dans les Îles Falkland.

Le Royaume-Uni rejette l'affirmation du Gouvernement argentin selon laquelle les activités économiques des Îles Falkland vont à l'encontre de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, et réaffirme qu'il soutient sans équivoque le droit des Falklandaises et Falklandais d'exploiter leurs ressources naturelles dans leur propre intérêt économique. Le droit interne argentin ne s'applique pas aux Îles Falkland.

En outre, le Gouvernement argentin mentionne régulièrement la présence militaire dans les Îles Falkland. Comme s'en souviennent de nombreuses Falklandaises et Falklandais, les Îles Falkland ont été envahies par l'Argentine en 1982. Les forces britanniques déployées dans l'Atlantique Sud ont une fonction purement défensive et leur nombre correspond aux effectifs requis pour garantir la protection des Îles Falkland contre toute menace potentielle. D'ailleurs, le Royaume-Uni a nettement réduit sa présence militaire au fil du temps et continue de suivre de près la question des effectifs déployés.

Le Royaume-Uni et le Gouvernement des Îles Falkland restent disposés à discuter des domaines d'intérêt commun dans l'Atlantique Sud, à la condition que les représentantes et représentants du Gouvernement des Îles Falkland participent à toute discussion sur les questions qui touchent directement la population falklandaise.

Cette année marque le quarantième anniversaire du conflit des Îles Falkland. Le Royaume-Uni forme le vœu que le souvenir du sacrifice des personnes qui ont péri dans ce conflit sera au cœur des commémorations et que cet anniversaire ne sera pas l'occasion de fomentier des dissensions entre les gouvernements.
